



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026 A 19H30

Le 28 septembre 2026, le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, régulièrement convoqué le 22 septembre 2026 conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Frédéric PETITTA, Maire.

Etaient présents :

Frédéric PETITTA, Nathalie VASSEUR, Jean-Pierre VIMARD, Sarah BENHAMMOU, , Alice SEBBAG, Amir BEN MERZOUG, Philippe ROGER Nadia CARCASSET, Héritier LUNDA, Karine FARINA, Marc LE MEUR, Laurence BELAIGUES, Philippe DECOMBLE, Maria DE JESUS, Mohammed ZAOUI, Michelle BOUCHON, José MARTINS, Patricia BARTOLI, Brahim OUAREM, Cathy DA MOTA, Jacques BOULANGER, Franck CHAUVÉAU, Florence ROGER, Marie-Eve HODGI, Emmanuel GAPAILLARD, Bertrand PUARD, Sébastien CHAMBRY, Stéphanie DALMASSO, Adrien FRANCISCO, Julie FERRÉ, Mickael AMAND, Franck PHILIPPE, Marie-Noëlle ROLLY, Dimitri GORGE-BERNAT, Ivan CARRENO, Tahamout BENKHETTACHE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article 2121.17 du code du texte précité.

Excusés ayant donné pouvoir :

Naïma FERROUDJI (pouvoir à Jean-Pierre VIMARD), Raymonde BLÉCOURT (pouvoir à Sarah BEN HAMMOU), Mélanie SCHLATTER (pouvoir à Marie-Noëlle ROLLY)

Absents Excusés :

Nombre de membres

composant le conseil : 39

en exercice : 39

présents : 36

représentés : 3

absents : 0

Frédéric PETITTA, Maire, ayant procédé à l'appel nominal, déclare la séance ouverte

Alice SEBBAG est élue secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2026

Délibération n°26-141

DGST : Corinne MICHEL

Service : réglementation commerciale et marchés forains

Affaire suivie par Sabrina FOISSARD-MOTA

AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL POUR L'EXTENSION DU PÉRIMÈTRE DE LA ZONE COMMERCIALE DE LA CROIX BLANCHE ET DU SITE VALVERT

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2131-1 ;

VU le code de commerce, notamment son article L. 752-3 relatif aux ensembles commerciaux ;

VU le code du travail et notamment son article L3132-25-2 I portant sur la délimitation ou modification des zones commerciales par le Préfet de région,

VU l'article R 3132-20-1 du code du travail relatif aux critères permettant de caractériser les zones commerciales ;

VU l'arrêté de M. le Préfet de l'Essonne n° 2010-PREF-DECI/1-0085 du 30 juin 2010 portant délimitation d'un Périmètre d'Usage de Consommation Exceptionnel (PUCE) de la zone d'activités de la Croix Blanche sur le territoire des communes de Fleury-Mérogis et de Sainte-Geneviève-des-Bois, convertie en zone commerciale par la loi du 6 août 2015 ;

VU la demande de modification de périmètre présentée le 18 juin 2026 par le Président de Cœur d'Essonne Agglomération à M. le Préfet de la région Île-de-France, avec l'étude d'impact qui l'accompagne, en vue d'élargir le périmètre actuel au secteur commercial Val Vert, incluant les équipements publics dont la gare routière à venir, constituant le pôle commercial « Val Vert – Croix Blanche » ;

VU le courriel de M. le Préfet de la région Île-de-France (direction départementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) reçu le 03 septembre 2026 sollicitant l'avis du conseil municipal en application de l'article L. 3132-25-2 du code du travail ;

VU l'avis de la commission Aménagement, Cadre de Vie, Écologie, Commerces et Développement Économique, qui s'est réunie le 15 septembre 2026,

VU le plan de périmètre annexé à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que le secteur commercial Val Vert, situé sur le territoire des communes de Fleury-Mérogis, de Sainte-Geneviève-des-Bois et du Plessis-Pâté, est en continuité physique immédiate avec la zone commerciale de la Croix Blanche, avec laquelle il partage ses accès, sa desserte et ses aires de stationnement, et forme avec elle un ensemble commercial unique au sens de l'article L. 752-3 du code de commerce, les limites communales ne correspondant à aucune rupture d'urbanisation ni de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble commercial ainsi constitué satisfait aux trois critères cumulatifs fixés par l'article R. 3132-20-1 du code du travail, sa surface de vente totale s'élevant à 62 396 m² sur le périmètre de l'extension, supérieure au seuil de 20 000 m², sa fréquentation annuelle estimée à 10 millions de clients pour Val Vert à laquelle s'ajoute celle de la Croix Blanche, supérieure au seuil de deux millions, et le secteur étant doté d'une desserte routière structurante (RN 104, RD 19, RD 117) et d'accessibilité par onze lignes de bus reliant les gares RER C, complétée par 1 966 places de stationnement dont 20,5 % dédiées aux véhicules électriques et 10,5 % au covoiturage ;

CONSIDÉRANT que l'extension Val Vert mobilise à terme plus de 1 200 emplois directs (commerce, restauration, loisirs, services), dont plus de 300 embauches étaient déjà réalisées à l'ouverture du 20 mai 2026 dans le cadre de la « Task Force » portée avec l'Etat et Pôle emploi, auquel s'ajoute la Croix Blanche existante représentant par ailleurs environ 3 500 emplois ;

CONSIDÉRANT qu'en l'état du périmètre actuel, des établissements de vente au détail appartenant à un même ensemble commercial et distants de quelques dizaines ou centaines de mètres relèvent de régimes différents notamment au regard du repos dominical, sans que cette différence de traitement repose sur une différence de situation objective ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée est de nature à conforter l'attractivité du pôle commercial, à préserver l'équilibre économique des établissements récemment implantés et à consolider les emplois du secteur ;

CONSIDÉRANT que la modification du périmètre n'a ni pour objet ni pour effet d'obliger les établissements concernés à ouvrir le dimanche, l'ouverture demeurant subordonnée à la conclusion d'un accord collectif ou, dans les entreprises de moins de onze salariés, à une décision unilatérale approuvée par référendum, ainsi qu'au volontariat écrit des salariés et aux contreparties prévues par les articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4 du code du travail

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DÉCIDE

ARTICLE 1 – D'ÉMETTRE un avis favorable à la demande de modification du périmètre de la zone commerciale de la Croix Blanche afin d'y intégrer le centre commercial Valvert situé sur les communes de Plessis-Pâté et Fleury-Mérogis.

ARTICLE 2 – PRÉCISE que cet avis favorable porte sur l'intégration du centre commercial Valvert au périmètre de la zone commerciale au sens de l'article L.3132-25-1 du Code du travail, sans préjudice du respect par les établissements concernés des conditions légales, réglementaires et conventionnelles applicables au travail dominical.

ARTICLE 3 – AUTORISE Monsieur le Maire à transmettre la présente délibération à la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Essonne ainsi qu'à Monsieur le Préfet de la région Île-de-France et à accomplir toutes les formalités nécessaires à son exécution.

ARTICLE 4 - DIT que la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, publiée [sur le site internet de la commune / par voie d'affichage] et inscrite au registre des délibérations du conseil municipal.

VOTE

Pour : 37

Contre : 2 (M. Carreno, Mme Benkhettache)

Abstention :

Pour extrait conforme.

Frédéric PETITTA

Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois
Président de Cœur d'Essonne Agglomération



Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).

PERIMETRE DU PROJET D'EXTENSION DE LA ZONE COMMERCIALE VALVERT CROIX-BLANCHE



-  Périmètre initial de la zone commerciale Croix-Blanche
-  Périmètre d'extension de la zone commerciale Croix-Blanche
-  Périmètre futur de la zone commerciale Valvert Croix-Blanche